Édition 2019

LA VOIX DES FEMMES EN ACTION

Ce recueil fait partie du kit d'accueil comprenant un livret et un guide des services en ligne.

MOFIF

ensemble pour un avenir meilleur

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Vous qui arrivez en Ontario, ce recueil a été créé pour vous. L'appréhension que vous ressentez présentement, les espoirs que vous formez et qui, nous devons vous l'avouer, pourraient être mis à mal par certaines barrières et des difficultés, nous les avons ressentis également.

Sachez que vous n'êtes pas seules et que nous sommes là. Que des centaines de femmes ont déjà emprunté votre chemin et que des portes se sont ouvertes, des services et des réseaux se sont mis en place pour adoucir cette marche que vous débutez dans un nouvel environnement, sans doute plus froid que là où vous venez.

Vous qui êtes en Ontario depuis plusieurs mois, plusieurs années, nous savons aussi que certains témoignages vont résonner avec votre parcours. Au travers de ces récits, c'est à vous aussi que nous espérons donner une voix alors que vous avez eu, pour beaucoup, à vous réinventer en silence. Bardées de diplômes ou diplômées de la vie tout simplement, bardées de courage et dans vos valises, cette langue française, notre trait d'union, dont on vous a dit qu'elle était la langue officielle du Canada à part entière avec l'anglais.

Nous, membres du MOFIF, avons souhaité réunir ici quelques-unes des histoires fortes en émotion et en persistance de ces femmes immigrantes francophones qui plantent de nouvelles racines en Ontario, afin de vous inspirer et vous remonter le moral quand vous voudrez baisser les bras. En espérant que ce recueil d'expériences vécues rende justice à ces femmes remarquables qui se sont confiées à nous et qu'il saura transmettre leur résilience, nous vous souhaitons la meilleure des réussites sur tous les plans.

Nos sincères remerciements à Patrimoine Canada pour avoir soutenu ce projet, à Yasmina Boubzari, Vice-Présidente, pour avoir rêvé et initié ce projet, à Sabine Soumare pour sa gestion exemplaire du projet. Un remerciement particulier à Hela Hazghi, stagiaire du Collège Boréal, qui à peine arrivée au Canada, a accepté de mettre son expérience en journalisme, sa sensibilité de travailleuse sociale et sa plume au service des mots de ces femmes inspirantes.

Merci à chacune des femmes qui ont ouvert leur cœur et ont remonté le temps jusqu'à leur premier jour d'arrivée au pays. Toutes nos félicitations pour votre entêtement à faire de ce pays le vôtre et d'en patiner l'identité de votre richesse et de votre personnalité. Au sein de la communauté franco-ontarienne diverse qui se bat pour faire briller le français et au côté des habitants du monde entier qui vivent en Ontario, nous sommes, nous serons. Nous sommes, nous resterons…

Mais je ne pourrais terminer ce mot sans rappeler que depuis plus de 15 000 ans, de nombreuses personnes ont vécu sur la terre où nous nous tenons, sur le territoire des peuples autochtones de l'île de la Tortue où nous sommes uniquement dépositaires du territoire et que nous sommes tenus d'en assurer la pérennité pour les générations à venir. Nous sommes reconnaissantes d'avoir l'occasion de vivre et de nous épanouir librement sur ce territoire.

Sincèrement vôtre,

Fayza Abdallaoui
Présidente du MOFIF

ELLE S'APPELLE ARIELLE

Femme de fer, femme de guerre

Arielle est la première conseillère municipale noire de London, une ville au sud-ouest de l'Ontario. *« Depuis le 1er mai 2017, je me battais pour me faire entendre. Enfin, j'ai collecté des voix et j'ai gagné. Une preuve que les choses changent »*, déclare-t-elle. Aujourd'hui, elle est fière de représenter les habitants de son quartier et de taper du poing sur la table des décideurs pour défendre leurs intérêts et leurs droits. En tant que mère célibataire, femme noire et jeune immigrante francophone, il lui a fallu beaucoup de courage pour en arriver là où elle est ; *« du courage certes, mais aussi de la force et de la détermination »*, précise-t-elle. Arielle a quitté le Burundi, avec sa mère et ses deux frères, à cause du génocide qui a eu lieu en 1993. Après un court passage à Montréal, la famille décide de se loger à London. *« Ma mère voulait que nous nous immergions dans un environnement anglais pour que nous soyons bilingues »*, raconte-t-elle. Son premier défi était d'apprendre l'anglais, de parler cette langue couramment et surtout de l'aimer. Pourtant, c'est sous l'aile de la petite communauté francophone de la région qu'Arielle a grandi. Très vite, elle a adopté sa cause en voulant se battre à ses côtés pour la promotion de la langue française dans la région. Elle a choisi la politique comme champs de bataille et elle a entrepris des études en sciences politiques, au campus de Glendon à Toronto. Au bout de sa première année, elle tombe enceinte et décide de prendre une pause et de retourner à London pour bien s'occuper de son fils naissant. Après quelque temps, elle déménage à Ottawa, auprès de son compagnon pour élever son enfant en famille. Elle choisit également de poursuivre ses études inachevées, à l'université anglophone « Carlton University ». *« C'était la période la plus difficile de ma vie. J'ai toujours étudié en français et je ne me croyais pas capable de poursuivre le chemin en anglais. Pourtant, j'ai retroussé les manches et je me donnais à fond pour comprendre et analyser les cours. Mon anglais s'est amélioré et mes efforts ont abouti à un grand succès »*. Outre ce combat qu'Arielle a mené avec prouesse, elle a dû confronter, en parallèle, un autre encore plus ardu : séparée de son compagnon, elle était seule à élever un enfant et à subvenir à ses besoins. En dehors des murs de l'école, Arielle accomplissait des petits boulots pour garantir un revenu minime.*« C'était dur, mais ça m'a aussi endurci »*. En 2008, elle a été sectionnée, parmi 25 000 candidats, pour faire partie des 29 jeunes représentants du Canada, aux Nations Unies.

Une fois les études terminées, Arielle rentre à London et intègre les services de l'Association canadienne - française de l'Ontario de London - Sarnier (ACFO) - aujourd'hui fermée pour des raisons financières. En parallèle, elle aide quelques organismes anglophones dans leurs services de recrutement et de traduction. Une année plus tard, elle décroche un emploi au gouvernement, à Ottawa, et plus précisément, « au Liberal Research Bureau », sous l'égide du bureau du premier ministre. *« J'ai travaillé sur des dossiers politiques en assurant une qualité de langue qui devait être consistante aussi bien en français qu'en anglais. J'étais en liaison directe avec le bureau du premier ministre et les députés fédéraux »*, précise-t-elle.

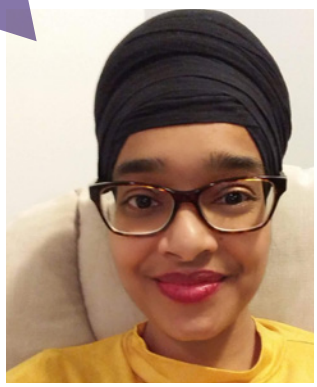
CONSEIL

Parfois, vous êtes le changement que vous voulez voir.

Cependant, Arielle ne s'est jamais sentie épanouie, loin de son enfant. Elle décide alors de revenir à London, et de construire un milieu stable où son bébé pourrait grandir à ses côtés. Elle commence à travailler à « l'école Providence » , comme animatrice. Mais la politique lui manquait. *« C 'est une évidence, je ne pourrai jamais m'en séparer »*, nous confie-t-elle amusée. Elle a donc entrepris, en parallèle de son travail à l'école, des cours de « Women in politics » , à l'université in King Western University. *« Durant ce temps, j'ai rencontré des femmes extraordinaires. Elles étaient talentueuses et pleines de force et d'enthousiasme. Elles ont su rallumer en moi la flamme de la combattante que j'ai toujours été »*, ajoute-t-elle. Arielle s'implique, corps et âme, auprès de la communauté jeune noire de London. Elle annonce la guerre au racisme, à la discrimination et la ségrégation qui continuent à infecter la société. Elle se bat contre l'injustice et pour l'égalité des chances. *« Il y a encore du pain sur le plancher. Mais il y a aussi de l'espoir. Mon succès aux élections municipales montre que la voix juste finit toujours par être écoutée »*, conclut-elle.

ELLE S'APPELLE ARWINDER

Juste pour l'amour d'une langue



Elle porte le turban des sikhs ; elle parle le français des Belges ; elle milite pour la francophonie torontoise… Et elle s'appelle Arwinder. Née en Inde, son histoire, avec le Canada, a commencé sur internet, alors qu'elle vivait en Belgique depuis 23 ans. Le hasard a fait qu'elle rencontre son mari, un indien de Pendjab, comme elle, né à Toronto. « *On ne savait pas si c'était lui qui devait venir vivre en Europe ou c'était moi qui devais partir vers l'Amérique du Nord* », raconte-t-elle. Finalement, c'est elle qui a plié bagage et a atterri à l'aéroport de Pearson, l'été 2012. « *Au fond, je voulais sortir de Bruxelles et aller vers l'aventure* », nous confie-t-elle. En Belgique, Arwinder a fait déjà un long voyage. Pendant des années, elle étudiait, à l'Université de Bruxelles où elle a obtenu une licence en littérature anglaise et espagnole et un master avec la communication comme mineur. Elle voulait prendre l'air et revivre sa vie ailleurs.

Dès son arrivée, Arwinder a été accueillie, à bras ouverts, par sa belle-famille. « *Je n'avais ni le souci de logement ni de l'emploi. Mon anglais était parfait et je n'avais aucune difficulté pour m'intégrer dans mon nouvel environnement* », ajoute-t-elle. Son bonheur était comblé sauf que le français lui manquait. « *Je n'imaginais pas que je puisse mener ma vie en dehors du français. C'était impossible* », précise-t-elle. Pourtant, le français n'était pas sa langue natale, elle en est tombée amoureuse au cours de sa vie. « *Quand on est arrivé en Belgique, venant de l'Inde, mon père a choisi pour nous le côté flamand. Quelque temps plus tard, on a déménagé du côté francophone. Et là, j'ai découvert mon amour pour le français. Depuis, je ne pouvais plus m'en séparer* », précise-t-elle. En venant au Canada, elle croyait qu'elle serait dans un pays bilingue, à l'image de la Belgique où « *tout est partagé entre deux langues* ». À sa surprise, ce n'était pas le cas. « *Le français est presque inexistant en Ontario. Pour le trouver, il fallait le chercher* ». Son premier réflexe était « google » « *J'avais la chance d'y trouver toutes les informations dont j'avais besoin* », ajoute-t-elle. Google l'a orientée vers le Reflet Salvéo. À l'époque, cet organisme mettait à la disposition des francophones une formation sur la gouvernance, qu'elle a suivie « *tous les samedis, pendant deux mois* », précise-t-elle avec beaucoup de nostalgie. « *On a eu aussi droit à des rencontres dont les sujets tournaient autour de l'histoire de la francophonie en Ontario. C'était fascinant !* », se rappelle-t-elle. « *J'étais en compagnie de francophones de plusieurs origines, des immigrants, des Québécois, des Franco-ontariens…. J'étais contente de pouvoir sortir du réseau de mon mari pour bâtir le mien et dans la langue que je préfère* ». Indépendante et active, Arwinder a mené trois ans de labeur et d'action pour se retrouver, aujourd'hui, membre du Conseil scolaire Viamonde, chargée de liaison communautaire. Elle milite pour le droit à l'éducation en français et elle parle au nom des francophones autour des tables de négociations.

CONSEIL

En venant au Canada, il ne faut surtout pas avoir d'attentes très hautes. Mais avec la persévérance tout est possible.

Ce qui la fascine à Toronto, c'est la solidarité entre les membres des communautés. « *J'étais impressionnée par les services d'entraides, qui existaient ici et par les projets pilotes dans les régions… Bref par toute l'harmonie qui existait entre les gens d'un même réseau* », explique-t-elle. Pour une femme qui vient d'un pays européen, le Canada pourrait être aussi merveilleux que choquant. « *Oui. J'en étais bouleversée, parce que je suis venue avec des attentes beaucoup plus hautes que la réalité. J'avais l'idée de trouver une société à cheval entre l'Europe et l'Amérique. Ce qui était totalement faux* », raconte-t-elle. Pour elle, le Canada est plus américain qu'européen. Il est chaleureux certes ; il accueille les immigrants à bras ouverts, sans aucun doute « *Mais, en dehors des heures de travail et en dehors des bureaux, les gens continuent à courir ; ils ne s'arrêtent pas. Ils n'ont pas le temps de partager un verre ou d'organiser des soirées ; ils n'ont pas le temps d'échanger des mots ou d'écouter les maux. Ici, il est difficile de nouer des amitiés* ». Après sept ans de vie à Toronto, Arwinder ne regrette rien. Elle se sent aujourd'hui au comble du bonheur. Elle est heureuse et fière de porter son turban sikh, de parler un français pur et surtout de mener le combat pour l'amour d'une langue.

ELLE S'APPELLE ASSIATOU

Ne pas avoir peur d'être une femme indépendante

En décembre 2006, Assiatou arrive, à Montréal, enceinte de six mois. *« L'hiver était effrayant. J'ai vu, un jour, disparaître sous la neige, une voiture garée devant chez moi »*, raconte-t-elle amusée. Pourtant, l'originaire de la Guinée, n'a pas eu peur non seulement d'affronter les -40, mais aussi de subir un pénible accouchement par césarienne, dans une ville étrangère, loin de sa famille et de ses amis. *« Je ne pourrai oublier le soutien exceptionnel que le Centre « le premier berceau » m'a procuré. Bien que je fusse prête à affronter seule l'épreuve, on ne voulait pas m'abandonner. C'était très touchant »*, se rappelle-t-elle. Avant d'arriver au Canada, Assiatou a bien planifié sa nouvelle vie. Elle a, tout de suite, contacté ce Centre pour qu'il l'aide à mettre au monde son bébé et à se loger après l'accouchement ; elle s'est ensuite inscrite à l'école de gestion de Montréal (HEC) pour étudier les ressources humaines, tout en s'assurant une aide financière aux études du Québec qui lui permettait de subvenir à ses besoins. *« J 'étais tellement excitée par ce retour aux études que je me suis inscrite à quatre cours. J'ai sous-estimé la charge de travail puisque, chez nous, on pouvait étudier jusqu'à dix matières par semestre »*. Assiatou s'est rendue à l'évidence qu'en ayant un bébé dans les bras, le choix s'avère prétentieux. Avec amertume, elle réduit son crédit à deux cours. Depuis ce moment, Assiatou a perdu la joie de vivre. *« Je me plongeais dans une dépression profonde sans pour autant savoir ce qui m'arrivait. Mes amies « blanches » m'ont parlé du « Baby blues » que je ne connaissais pas, à l'époque »*, ajoute-t-elle. Un imprévu qui a fait tomber sa vie en miettes. De jour en jour, son état s'aggravait. Elle commençait à fumer comme une cheminée, dans la maison, chose qu'elle n'avait jamais faite auparavant. Elle a aussi perdu le goût aux études et fini par abandonner complètement l'école. Du coup, elle a perdu tout son courage et toute son estime de soi. *« Au fond du chaos, j'ai regardé mon fils. Son amour m'a tiré de l'abîme dans lequel je m'enfonçais ; pour lui, il fallait que je me ressaisisse »*, nous confie-t-elle. Elle part alors vers Toronto et s'installe dans un refuge pour femmes. Entre temps, elle entreprend un cours intensif d'anglais. Et ce, pendant six mois. Aussitôt à l'aise dans cette langue, Assiatou part à la recherche d'un emploi.

Finalement, elle a été recrutée pour collecter les fonds au service du mouvement « Because I'm a girl », organisation internationale qui vise à lutter contre la discrimination dans le monde. Elle était ensuite admise comme « coordinatrice d'enregistrement ». Tout s'arrangeait si bien pour elle qu'elle a fini par louer son propre appartement. À cette occasion, elle se permet un voyage, d'un mois, en Guinée. Hélas, le malheur la rattrape. Deux membres de sa famille meurent subitement dans un intervalle de quelques semaines. Le choc était si intense qu'Assiatou n'osait pas quitter ses proches, meurtris par le deuil. En dépit du risque, elle prolonge son séjour et perd, par conséquent, son emploi. *« C'était prévisible. J'aurais pu rester en Afrique. Mais j'ai choisi de revenir, sachant que j'avais, encore une fois, tout perdu. Je ne supportais plus cette manière typiquement africaine d'imposer une vie injuste à la femme au nom de la culture »*, ajoute-t-elle. Assiatou est revenue au Canada avec l'intention de renaître de nouveau, mais cette fois-ci, en tant que femme indépendante. Elle rentre à Toronto et court encore les rues à la recherche d'un travail. La chance lui sourit et décroche un emploi permanent au Centre francophone de Toronto (CFT). Elle y reste cinq ans et demi avant de démissionner. *« Il était temps pour moi de passer à l'acte et de réaliser mon rêve »*, précise-t-elle. Assiatou lance sa propre entreprise de nettoyage « TAAB Cleaning Inc ». Pendant trois ans, elle se préparait à cet évènement. *« Le matin, je travaillais et la nuit, je conduisais un Uber, de 21 h jusqu'à 7 h, pour pouvoir assurer mes arrières »*, précise-t-elle.

Aujourd'hui, elle se sent sûre et capable de créer une autre entreprise, chère à son cœur, à caractère social dont la mission consistait à assurer une aide aux personnes âgées et aux mères célibataires, baptisée « TAAB pour Tous ». *« Je n'ai plus peur de me lancer dans de nouvelles expériences. Mon objectif est de faire tout mon possible pour éviter que des mères, seules, subissent les mêmes peines que moi. Je veux leur servir de guide, les pousser à croire en elle et les aider à ne pas avoir peur d'aller jusqu'au bout de leur rêve »*, conclut-elle.

ELLE S'APPELLE AUDREY

Savoir bien tirer son épingle du jeu

« *Certes, il y a les moustiques en été ; il fait froid en hiver. Mais Thunder Bay est l'endroit idéal pour un pur épanouissement personnel et professionnel* », affirme Audrey. Française d'origine, elle vit, depuis septembre 2012, au nord de l'Ontario, au sein d'une petite communauté francophone. « *Dans notre société restreinte, les compétences sont estimées à leur juste valeur et les talents sont mis en avant. Il y a de la place pour tout le monde* », ajoute-t-elle avec beaucoup d'enthousiasme.

À son arrivée au Canada, quelques mois plus tôt, Audrey fut attirée par Rimouski, au nord de la ville de Québec, souhaitant fuir les grandes villes à l'instar de ce que font les immigrants habituellement. Elle est venue, munie d'un riche parcours dans le domaine culturel. « *J'ai roulé ma bosse dans ce secteur et je croyais que je pourrais me garantir un emploi sans une grande peine. Hélas, j'ai pris une belle claque* », dit-elle avec une voix amère.

À son actif, elle a un master dans les métiers du patrimoine et de la culture « *j'ai travaillé dans un théâtre, pour une salle de concert, un festival d'arts de rue* », précise-t-elle. Elle a aussi des compétences en communication et multimédias, « *une double casquette* », précise-t-elle encore. Elle a quitté la France juste pour donner du punch à une carrière qui « *tournait en rond* », ajoute-t-elle. « *Avant de venir, on te déroule le tapis rouge ; mais une fois sur place, c'est la douche froide. On ne reconnait pas tes compétences et tes qualités et l'on te renvoie à la case de départ* », raconte-t-elle. Audrey a fait son choix : au lieu de reprendre sa vie à zéro, elle a pris ses cliques et ses claques et elle est partie vers le Canada anglais, « *puisque le Canada français ne voulait pas de moi* », précise-t-elle. Pendant quelques semaines, elle était à l'affût de toute offre de travail, depuis le Nouveau-Brunswick jusqu'à la Colombie-Britannique. Et c'est à Thunder Bay qu'elle a décroché son premier emploi, comme chargée de projets et de communication au sein de l'association des francophones du nord-ouest de l'Ontario (AFNOO). « *Je n'ai pas choisi cette ville, c'est elle qui m'a choisie* », dit-elle en riant. Sans regret, elle a quitté d'abord la France et sa Seine romantique et ensuite « la nouvelle France » et son beau fleuve Saint-Laurent, pour, enfin, s'installer sur les rives du « lac Supérieur ». « *Je ne pensais pas que cette ville serait aussi moche, mais c'est la réalité. Les abords du lac sont surtout enlaidis par les silos qui l'entourent, Thunder Bay est, avant tout, un carrefour très important dans le transport des grains par voies maritimes* », décrit-elle. Malgré le manque d'esthétique, Audrey trouve dans cette ville un charme particulier qui ne cesse de l'émerveiller de jour en jour. C'est l'endroit où les amoureux de la nature vierge, du calme et de la vie tranquille trouveront leur bonheur. Il n'y a ni métro, ni circulation, ni bousculades, ni remous. « *C'est en dehors de la pression de la foule qui écrase les espérances et les potentialités que l'on peut explorer ce dont on est capable* », ajoute-t-elle.

En quittant la France puis le Québec, Audrey a pu relever des défis impressionnants : aujourd'hui, elle travaille pour le Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales, un domaine qui lui était totalement étranger, dans lequel, pourtant, elle se plait parfaitement. « *L'éducation ne faisait pas partie de mes occupations* », fait-elle remarquer. Elle est aussi présidente du Club culturel francophone de Thunder Bay, depuis 3 ans. Elle a également donné une chronique à Radio-Canada pendant deux ans, à l'émission « Le matin du Nord » à travers laquelle elle mettait en valeur la richesse culturelle du Nord. De plus, Audrey participe à des forums de soutien, dédiés aux immigrants, à travers lesquels elle donne des conseils pour faciliter l'intégration. Au mois d'avril prochain, elle recevra l'Ordre de la Pléiade, « ordre de la Francophonie et du dialogue des cultures » en reconnaissance de ses mérites réalisés au service de la francophonie. Depuis qu'elle a déposé ses bagages dans ses lieux, elle ne cesse de se surprendre. « *J'ai toujours cette volonté d'aider les autres, de créer autour de moi un sentiment de bien-être. Je suis ouverte, axée vers les autres. Mais je ne l'ai jamais été autant, de toute ma vie, sûrement pour réussir mon intégration en tant qu'immigrante* », nous confie-t-elle avec beaucoup d'émotion. Sans aucun doute, Audrey a su bien tirer son épingle du jeu avec un grand succès.

CONSEIL

Il est important de ne pas se cloîtrer dans le domaine de son expertise, de n'être pas rigide dans ses perceptions. Il ne faut pas avoir peur de bouger et de s'installer ailleurs, dans les endroits où l'on pourra être estimé à notre juste valeur.

ELLE S'APPELLE « BASWE »

20 ans sans papier et 25 ans de fierté.

Cinq enfants et le sixième en route, Baswe sourit affectueusement. « *Eh oui ! C'est une petite entreprise, chez moi. L'organisation est nécessaire, sans elle, on ne s'en sort pas* ». L'organisation mais surtout les finances ; un domaine d'expertise qui est devenu une passion qu'elle pratique aussi bien dans sa propre famille que dans son milieu de travail. Elle en est aujourd'hui bien fière.

Originaire du Congo, elle a débarqué au Canada, en 1994, sans aucun statut légal. Aussitôt arrivée, elle a fait une demande d'asile qui aurait pu lui assurer un statut de réfugiée, mais la demande a été refusée. Elle a, donc, déposé une demande humanitaire afin d'acquérir une résidence permanente. Le gouvernement lui a répondu, mais après 20 ans d'attente. « *Ce n'était pas facile* », raconte-t-elle. Sans aucun statut légal, Baswe ne pouvait bénéficier d'aucune aide sociale. Elle devait ramer seule pour joindre les deux bouts. « *Malgré l'accumulation des différents emplois, j'avais toujours des difficultés financières énormes. De plus, je ne parlais aucun mot en anglais* ». Mais Baswe a toujours gardé espoir. Sans gêne, ni hésitation, elle aborde les voisins et pose mille et une questions pour tâtonner son chemin dans le système canadien, complètement étranger pour elle. Elle a tellement souffert que, dès qu'elle a eu son statut en poche, elle s'est donnée pour mission d'aider les nouveaux arrivants, en leur procurant des conseils pratiques. Pour rendre son action plus concrète, elle a créé pour eux, une maison d'accueil et d'orientation, « maison d'Afrique », qui n'est d'autre qu'un organisme à but non lucratif dont la mission est de tendre la perche aux personnes dans le besoin, comme elle était. « *C'est essentiel de commencer quelque part* », affirme-t-elle. Pour mieux se familiariser avec sa nouvelle vocation, elle s'est inscrite, parallèlement, au Collège Boréal, où elle a décroché un diplôme de technicienne en travail social.

Baswe a toujours été tentée par le domaine des finances. À sa grande surprise, elle s'est vite rendu compte que les nouveaux arrivants ne s'intéressent aucunement à comprendre le système financier du Canada. Audacieuse et active, elle s'est sentie comme appelée par ce domaine dans lequel elle s'est plongée corps et âme. Elle a commencé par déchiffrer les informations sur les sites internet dans le but d'ajouter une corde à son arc pour mieux servir sa clientèle. Et puis, son ambition grandissait et elle a tenté d'obtenir un certificat dans les finances en anglais. Elle l'a décroché avec succès. Confiante, elle a décidé de postuler à des emplois anglophones. Mais, malheureusement, sa candidature n'a jamais été prise, « *à cause de mon anglais* », précise-t-elle. « *Je me suis rendu compte que je n'ai jamais maîtrisé cette langue, pourtant primordiale pour bien vivre à Toronto* ».

CITATION

> *« Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde.*
>
> Ghandi

Il était temps qu'elle s'y plonge. Suivant les conseils de ses amis anglophones, Baswe a acquis de nouvelles habitudes comme lire des textes en anglais à voix haute, écouter sans cesse la radio et la télévision… Son nouvel objectif est de se baigner entièrement dans un environnement complètement anglophone. Ses efforts ont abouti à une belle progression. La preuve : elle a décroché son premier travail chez Rogers télécommunication, ou elle a travaillé de 1998 à 2004. Elle en était heureuse, même si elle a commencé en bas de l'échelle en tant que chargée de clientèle. Petit à petit, et au cours de huit ans d'expérience dans cette même entreprise, elle a franchi les échelons et elle grandit en grade. « *Si j'étais restée à Rogers, j'aurais certainement, à l'heure actuelle, un poste de leadership* », nous confie-t-elle. Baswe a fait le choix de quitter son emploi et déménager avec sa famille en banlieue de Toronto. « *Je ne le regrette pas. J'ai fait un choix familial dont je suis fière* ». Aujourd'hui, elle entreprend avec beaucoup de courage son « entreprise familiale », en tant que mère au foyer. Elle a également repris ses études à La Cité Collégiale, tout en travaillant à son compte dans les finances et elle se considère heureuse et fière. « *L'essentiel est de ne jamais baisser les bras. Chaque expérience, aussi douloureuse qu'elle soit, est un actif de plus dans ton parcours personnel. Avec l'envie d'apprendre, tu peux toujours grandir* », conseille-t-elle.

ELLE S'APPELLE DAJENA

La femme qui lutte pour une vie digne

Juriste de formation, Dajena était avocate et professeure universitaire en Albanie, son pays d'origine. Elle était aussi agente de protection à l'UNICEF, Haut-Commissariat pour les Réfugiés et elle a, également, offert ses services au sein du Comité Européen pour la prévention de la torture du Conseil d'Europe. « *En venant vivre à Toronto, je voulais travailler dans mon domaine d'expertise.* », raconte-t-elle. Pendant des mois, elle ne cherchait que des emplois qui lui convenaient et elle déclinait ceux qui la défavorisaient. Plus les déceptions s'accumulaient, plus Dajena s'entêtait. Finalement, elle s'est rendue à l'évidence : « *il a fallu que j'ôte la robe de la justice pour espérer travailler à Toronto* », précise-t-elle avec amertume. C'était une travailleuse sociale à l'école de sa fille qui l'a suggéré de faire du bénévolat.

C'est au sein d'un organisme, à but non lucratif, qui aide les nouveaux arrivants à s'installer à Toronto, « Newcomers Center Peel », que Dajena a fait sa première expérience de ce genre. « *C'était intéressant, mais je me sentais à l'étroit. J'avais besoin de travailler* », précise-t-elle. Du coup, elle établit, « un plan », instaurant une priorité : élargir le réseau professionnel afin de briser les barrières qui entravaient ses ambitions. J'ai eu accès aux services du Collège Boréal. Elle se dirige droit vers ce collège. « *Je ne saurais vous décrire ma joie quand on m'a proposé le poste de coordinatrice de projets relatifs aux compétences de la jeunesse* », se rappelle-t-elle. Il ne s'agit ni de défense ni de plaidoirie, pourtant son nouveau métier lui plaisait. Peu importe, s'il était en dehors des cours et des tribunaux. Dajena en a fait ses preuves. Elle escaladait les échelons avec une rapidité impressionnante et maintenant elle est gestionnaire de formation continue au sein du Collège Boréal à Toronto. Sérieuse et courageuse, elle se frayait son chemin vers le succès. « *Je n'ai jamais pensé que je pourrais intégrer le milieu francophone aussi facilement. Jamais je n'aurai cru que je maîtriserais un jour le français au point de faire de cette langue mon outil de travail* ». Aujourd'hui, elle en est tellement amoureuse qu'elle a pris la décision de l'adopter, là où elle ira.

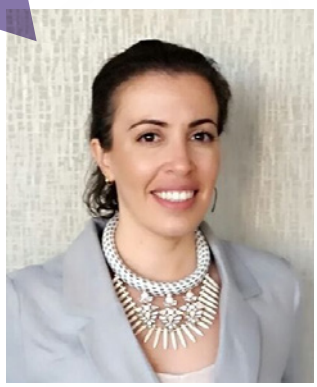
Après 3 ans à Toronto, Dajena n'a pas de regret. Mais elle reconnaît, tout de même, que son expérience d'intégration professionnelle « *était plus dure que j'imaginais* », explique-t-elle. Avec du recul, elle s'est rendu compte qu'à son arrivée, elle n'avait pas fait assez d'efforts pour aller à la découverte des services, en anglais ou en français, qui auraient pu l'aider. « *Ce n'était pas aussi évident qu'il n'y parait* », se rappelle-t-elle. « *J'avais surtout la tête préoccupée par la situation de mes deux filles adolescentes. Leur vie était complètement chamboulée. J'avais l'impression qu'elles ramaient pour trouver leur place dans un environnement qui leur est totalement étranger* ». Sa vie professionnelle a complètement changé lorsqu'elle a pris la résolution de se prendre en charge et de sortir de chez elle pour aller à la rencontre des gens. Aujourd'hui Dajena se sent heureuse et fière. Elle n'est plus certes ni avocate ni professeure universitaire ; elle n'exerce plus de fonctions ni à l'UNICEF ni au Conseil européen ; mais elle est toujours la même : la femme sérieuse et courageuse qui lutte pour le droit à la vie digne.

CITATION PERSONNELLE

> *Après avoir quitté son pays d'origine, il est difficile de se sentir chez soi, mais aujourd'hui je me sens chez moi.*

ELLE S'APPELLE DARINE

Une main de fer dans un gant de velours



Française d'origine tunisienne, Darine a accompli une licence en France ; puis, une maitrise, en relations internationales et politiques, au Québec, et enfin, un mémoire de fin d'études, sur le droit des enfants et les politiques publiques, au Sénégal. Son objectif : devenir diplomate pour les Nations Unies. « *Eh oui ! C'était mon rêve* », fait-elle remarquer. Un rêve qu'elle a abandonné, après six ans de souffrance et de persévérance. Impressionnant ! « *Certes. Mais, je n'ai jamais eu peur de recommencer à zéro* », lance-t-elle avec un large sourire audacieux.

Son histoire commence lorsqu'elle a débarqué, avec son mari à Montréal, le 31 décembre 2012. Face aux difficultés de trouver un emploi, elle a plié bagage et a déménagé à Toronto dans l'espoir de démarrer sa nouvelle vie du bon pied. Son conjoint, qui a entrepris, entre temps, des études, ne pouvait pas la suivre. Seule, elle prit le chemin de la métropole anglophone. « *Une fois sur place, je me suis, vite, rendu compte que mes chances étaient minimes* », raconte-t-elle. Son anglais était son grand handicap. Sans perdre du temps, elle a vite effectué une évaluation linguistique au YMCA et elle s'est inscrite au programme CLIC (un cours d'anglais pour les immigrants au Canada). Son niveau d'anglais était faible, mais elle ne s'est pas découragée pour autant. Darine a pris le taureau par ses deux cornes et elle a fait preuve d'un travail acharné. « *J'ai étudié, matins et soirs, sans aucun répit. Au bout de quatre mois, je me sentais prête à affronter le monde du travail* », raconte-t-elle.

Grâce à une expérience de bénévolat, elle décroche son premier emploi dans une banque. « *J'étais satisfaite, mais pas heureuse. Et ça se voyait. Ma vie a complètement changé le jour où ma responsable, dévoilant mon mal-être, m'a fait cadeau d'un conseil magique : elle m'a, tout simplement dit de ne plus perdre mon temps à faire ce qui ne me plait pas* ». C'était le déclic. En cet instant, Darine a pris la résolution de ne plus jamais se forcer à effectuer des tâches qui ne lui ressemblent pas. Elle a décidé de concentrer son énergie et son temps à la réalisation de son « rêve » d'époque : intégrer les Nations Unies. « *Ce n'était pas une mince affaire. Mon mari a fini ses études et il m'a rejoint. On était tous les deux au chômage. On manquait de l'essentiel au point de n'avoir rien à se mettre sous la dent. C'était pénible, mais on a survécu* », nous confie-t-elle.

Malgré la souffrance, Darine a gardé son objectif en vue. Ambitieuse et active, elle a mis la main à l'ouvrage et elle a de nouveau repris son bénévolat, mais, cette fois-ci, d'une manière beaucoup plus stratégique ; elle a ciblé les bons endroits et elle s'est rapprochée des bonnes connaissances. Enfin, elle a touché à son but : quelques mois plus tard, elle décroche le poste de « manager » national à l'ONU Femmes, (UN Women Canada). Il s'agit en effet d'une entité des Nations Unies, consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Darine a toujours milité pour la cause féminine. « *En effet, c'était ma réelle passion depuis que j'étudiais à l'Université. Il est vrai qu'au début, j'ai concentré tous mes travaux de recherche sur la défense du droit des enfants. Et puis, j'ai réalisé que le destin des enfants est intrinsèquement lié à celui de leurs mères. Une femme non-éduquée ne pourrait que difficilement garantir le bonheur d'un enfant* », explique-t-elle.

La chance lui sourit encore et elle enchaine avec un poste qui va de pair avec ses espérances à Carrefour International Canada (Crossroads International), une autre organisation internationale, qui travaille à l'autonomisation des femmes et des filles dans certains pays du monde. Darine était aux anges. Suite a quoi, Darine a développé une carrière internationale travaillant avec des femmes du monde entier. Se heurtant au pragmatisme et rigidité de certains organismes et accumulant les mauvaises expériences elle a commencé à douter de son « rêve ». Consciente de son potentiel et résolue à ne plus perdre son temps, Darine jette l'éponge et construit son nouveau rêve : « *Je voulais devenir entrepreneure* », lance-t-elle. Sa mission : « *travailler d'arrache-pied pour l'épanouissement des femmes en utilisant ses connaissances et expériences acquises dans ses différents emplois* ». Depuis un an, elle dirige une entreprise qui outille les femmes pour qu'elles puissent surmonter les difficultés professionnelles. Elle organise des conférences qu'elle vend au complet. Au mois de mars dernier, elle a lancé un guide de conseils, en anglais, pour apprendre aux femmes comment tisser les liens professionnels. « *Peu importe le temps écoulé, peu importe les privations et les déceptions, l'important, c'est qu'on arrive à réaliser les rêves de l'instant et ceux du passé* ».

UNE CITATION QUI L'INSPIRE

> *Le succès ne se mesure pas à la quantité d'argent que vous gagnez, mais à l'impact que vous avez sur la vie des gens.*

ELLE S'APPELLE FÉLICITÉ

Se donner sans jamais compter

« La différence que j'ai faite dans la vie des autres n'est écrite nulle part, elle est seulement gravée dans leurs cœurs », affirme Félicité. Depuis qu'elle a posé les pieds sur le sol canadien, en 1986, la Rwandaise d'origine a commencé par ranger, dans un tiroir, sa licence en droit, obtenue au Burundi, pour se concentrer, en entier, à l'éducation de ses quatre enfants et ceux de son voisinage. *« Quand mon mari travaillait, moi, j'étais une maman à temps-plein »*, raconte-t-elle amusée. Puis d'ajouter : *« alors que d'autres femmes partaient à l'école pour apprendre l'anglais, moi, je gardais leurs enfants. J'apprenais l'anglais avec eux »*, se rappelle-t-elle encore toute fière. Sa venue au Canada, comme travailleur qualifié, ainsi que son « chômage » volontaire pour rester auprès de ses enfants, n'était pas réellement un choix. *« On était poussé par les circonstances »*, précise-t-elle. À cause de la guerre, la famille a fui le Rwanda vers le Congo, et puis vers le Burundi. *« Finalement, on s'est retrouvés sans patrie, des éternels étrangers. On ne pouvait donc pas avoir de travail stable. On a donc opté pour l'immigration au Canada »*, raconte-t-elle. À son arrivée à Ottawa, peu de gens parlaient français ; il n'y a presque pas de services pour les francophones. *« On pouvait chercher deux ans pour trouver une information »*, ajoute-t-elle. De plus, il fallait maîtriser l'anglais, une barrière de taille, qui lui était difficile de dépasser.

Félicité a dû donc passer les quatre premières années à la maison ; des années qu'elle ne regrette pas et dont elle est fière. *« Vous ne pouvez pas imaginer ma joie, quand ma fille m'a confié, un jour, que son enfance était tellement parfaite qu'un voyage à Disney Land n'aurait rien ajouté à sa splendeur »*, ajoute-t-elle. Quand ses enfants sont devenus assez grands pour aller à l'école, Félicité a dépoussiéré son diplôme et a intégré le Conseil scolaire catholique d'Ottawa Carleton, comme agente de liaison communautaire. Outre les vacances de trois mois, qu'elle passe avec ses enfants, cet emploi lui a apporté une satisfaction bien particulière : *« il m'a donné l'occasion d'aider les femmes dans leur établissement ; je les oriente vers les garderies et les écoles qui leur convenaient ; je leur offre toute l'information que j'aurais aimé avoir à mon arrivée. J'étais bien heureuse »*, explique-t-elle. Quand elle était embauchée, elle n'aurait jamais imaginé qu'elle y passerait dix ans de sa vie. Et puis, *« j'ai abandonné cet emploi de cinq jours pour un autre de trois jours par semaine, juste par passion »*, nous confie-t-elle. Félicité est appelée par le Centre de santé communautaire Somerset Ouest pour assurer un programme de sensibilisation au VIH/sida, auprès de la communauté africaine et caraïbéenne. À cette époque, elle n'avait aucune idée sur ce virus et *« comme moi, il y en avait plusieurs »*. Félicité était convaincue que l'ignorance est un facteur de propagation par excellence. *« À cause de l'ignorance, la communauté se trouve infectée, sans même s'en rendre compte »*, ajoute-t-elle. Depuis Félicité s'est engagée dans la lutte contre le Sida. Le projet pilote, auquel elle a participé, a pris de l'ampleur et a donné naissance à la zone santé pour les africains, caribéens et noirs d'Ottawa. Félicité a travaillé en étroite collaboration avec des chercheurs à l'Université d'Ottawa ; elle a aussi piloté des projets internationaux de lutte contre le virus, incluant l'Université de Butare au Rwanda. Pour cette cause, elle a aussi engagé ses enfants qui ont entraîné, à leur tour, leurs pairs, créant ainsi un mouvement dirigé par la jeunesse.

Après sept ans, Félicité retourne à sa première mission auprès des immigrants comme agente d'établissement au Centre communautaire de Vanier. Elle se rend compte que depuis 15 ans, rien n'a été changé. Les besoins des immigrants francophones restent les mêmes, toujours non assouvis. *« Peu importe si l'on n'arrive pas à changer le système, notre bonheur est de pouvoir améliorer des vies ; une personne à la fois »*, explique-t-elle. Son objectif demeure le même. Elle veut créer une chaîne d'entraide où chaque femme tendra la main à une autre afin de pouvoir escalader ensemble la pente ardue. *« Dans une petite ville comme Ottawa, les choses ne bougent pas aussi rapidement que dans les grandes villes. Mais avec nos moyens de bords, notre esprit d'ouverture, on essaye toujours de créer des services à partir de rien »*. Pour réussir, Félicité conseille aux femmes de toujours s'impliquer dans la communauté et de ne pas oublier les personnes isolées et vulnérables que nous croisons dans notre vie courante. *« Il est important de chercher à devenir une source d'inspiration pour les autres, en créant continuellement une meilleure version de nous-mêmes, tout en conservant notre identité, notre culture et notre manière d'aimer et de se donner sans jamais compter »*, ajoute-t-elle.

ELLE S'APPELLE FÉTÉ

Je ferme une porte pour en ouvrir une autre. C'est la règle de ma vie.

Vingt ans au Canada : vingt ans de quêtes, d'expériences et d'accomplissements. « *Et, je ne suis pas à bout de course. J'ai encore la force de continuer mon chemin et de vivre au présent* », nous confie Fété.

Fété a quitté son pays, la République Démocratique du Congo, le 27 octobre 1999, fuyant la guerre et le chaos qui sévissaient. « *Avec le recul des années, j'ai pris le temps de réaliser combien traumatisante était l'expérience.* », ajoute-t-elle. « *Cependant, vivre dans le passé m'aurait certainement, empêché de laisser fleurir les opportunités du présent* », s'empresse-t-elle d'affirmer. En bonne francophone, Fété a naturellement choisi le Québec comme port d'ancrage au Canada. Elle a vécu à Montréal pendant cinq ans et demi, avec son mari et ses enfants. Durant son séjour montréalais, Fété a porté toute son attention sur son intégration dans son nouveau pays, tissant des liens d'amitié, créant des réseaux sociaux, culturels et d'affaires. « *Selon mon expérience, l'apprentissage demeure la voie royale d'une bonne intégration au Canada. Sans une profonde connaissance de mécanismes de fonctionnement de ce pays, il est difficile de faire sa place* », conseille-t-elle. Fété est convaincue que « cette prise de conscience » aurait été impossible si elle ne s'était pas concentrée sur son présent.

Elle a ainsi entrepris une formation en communications à TELUQ, (université d'enseignement à distance). Elle a également monté une petite entreprise d'exportation de produits vivriers de premières nécessités du Canada vers le Congo : « *une manière de promouvoir les échanges commerciaux entre ces deux pays qui me sont chers* », précise-t-elle. Mais, les délais de livraison du Canada vers l'Afrique centrale ne pouvant concurrencer la compétition asiatique, l'entreprise a fini par fermer ses portes.

Fété apprécie fortement son expérience de vie au Canada et avoue en souriant que si elle avait à changer quelque chose dans son parcours, elle aurait « *déménagé plus tôt, en Ontario* ». À travers ses recherches, elle a découvert l'histoire des autochtones. « *La similarité des traditions entre nos peuples est impressionnante* », explique-t-elle. « *Je me sens proche de leur vécu car nos parcours historiques ont beaucoup de points communs.* ». Fété a contribué, en tant que bénévole, à la création de l'organisme « Convergences des cultures » dont la mission consistait à faire connaître aux pays industrialisés l'apport bénéfique des valeurs des sociétés traditionnelles. Mue par la curiosité de découvrir le Canada anglais, elle a déménagé en Ontario en juillet 2005 et a choisi le Niagara comme région de résidence.

Dans son cœur, pétillait la flamme de l'aventure et de l'action. Elle s'est aussitôt engagée dans le secteur communautaire en intégrant des organismes à but non lucratif dont les mandats offrent des services de soutien aux personnes dans le besoin. « *J'ai consacré plusieurs années à l'apprentissage de la gestion des organismes à but non lucratif, à l'exploration des programmes offerts, à la connaissance de la clientèle desservie, au mode de communications, particulièrement avec les aîné.es qui sont les gardiens de la tradition* » explique-t-elle.

Sa vie s'est soudain écroulée comme un château de sable avec la mort de son mari. « *La terre a cessé de tourner ; je me suis sentie trahie par la vie* », nous confie-t-elle. Elle était si triste et désemparée qu'elle a, à un moment, songé à rentrer au Congo, ses enfants étant désormais adultes et autonomes. Finalement, Fété a pris la décision de rester au Canada et de continuer à bâtir sa vie aux côtés de ses amis devenus sa seconde famille. De ces derniers, elle déclare avec beaucoup d'émotions : « *Leurs regards sont des miroirs qui reflètent mon image et me rappellent constamment la femme combattante et indépendante que je suis afin que je ne l'oublie pas* ».

CITATION

> *« Là où tu es semé, il te faut fleurir.*

Fété a pu renaître de ses cendres, grâce à son nouvel engagement communautaire dans l'organisme SOFIFRAN (Solidarité des femmes et familles immigrantes francophones du Niagara) dont elle est directrice générale. C'est auprès des femmes immigrantes francophones, qu'elle a reconstruit sa nouvelle mission de vie. « *Il y a très peu de minorité dans cette région. Il est primordial de s'unir et de s'entraider pour pouvoir s'épanouir culturellement et économiquement* », puis d'ajouter : « *Je me sens utile à ma communauté. Je vis dans le moment, avec mon corps et mon âme en symbiose. Pour moi, les choses sont claires et nettes : si les méandres du destin m'ont conduite à quitter le Congo, j'ai compris qu'il me fallait nécessairement changer ma vie. Donc, j'ai fermement tiré la porte du passé pour ouvrir celle du présent qui conduit inévitablement vers l'avenir. C'est la règle de ma vie* ».

ELLE S'APPELLE FLORENCE

Qui cherche trouve

« Depuis 25 ans, je lutte. Rien a changé », nous confie Florence, aujourd'hui directrice générale du Centre francophone de Toronto (CFT). Cette mère célibataire, de six enfants, continue à se battre contre des barrières, des « vraies », non celles que l'on s'impose à force de les avoir confrontées. *« Non, non, elles sont bien réelles, ardues et très difficiles à surmonter »*, explique-t-elle. Florence réussit toujours à les franchir, une à une, avec mesure et prouesse.

Burundaise d'origine, elle est venue au Canada, en avril 1994, en tant que réfugiée politique. Le génocide au Burundi l'a poussée à fuir, accompagnée de son ex-mari et ses deux enfants, de l'époque. Elle s'installe à Hamilton. *« Une ville qui correspondait à nos inspirations d'antan : on voulait vivre, tout près de Toronto et dans un environnement bilingue »*, explique-t-elle. Une fois sur place, Florence se rend compte que la ville n'avait rien de « bilingue ». Alors elle s'entête et refuse les services en anglais. *« Qui cherche trouve, je me suis dit, et j'ai cherché et j'ai trouvé »*, raconte-t-elle. Une église catholique l'oriente vers une école francophone. De là, elle découvre le Centre de santé communautaire d'Hamilton, qu'à cette époque, n'avait aucun service offert aux immigrants. *« On ne savait même pas que de tels services existaient. J'étais la seule femme de ce « genre » qui a exprimé un « tel besoin » »*, ajoute-t-elle, amusée. Du coup, Florence était embauchée. On lui a confié une tâche « quelconque » qu'elle devrait exécuter auprès des femmes francophones. Une tâche qui ne répond en aucune façon à ses besoins. Sans tarder, elle a réussi à convaincre sa directrice de la nécessité d'offrir aux femmes un service qui les oriente dans leur processus d'immigration. Aussitôt validé, aussitôt réalisé. *« Mais les femmes avec qui je travaillais n'étaient pas satisfaites. Elles trouvaient que ce service devrait englober aussi leurs familles »*, précise-t-elle. C'est ainsi que Florence a lancé le premier service d'établissement offert au Centre de santé communautaire à Hamilton et en Ontario. Elle est fière d'avoir créé son propre emploi et de l'avoir ancré au point de lui donner des racines. Au cours des 13 ans qui suivaient, Florence est passée d'une consultante à une conseillère, puis d'une coordinatrice à une directrice. La montée spectaculaire des échelons ne s'était pas réalisée en un coup de baguette magique. *« J'ai travaillé nuit et jour. Et j'ai surtout observé les gens qui m'entouraient. Plus j'étudiais leur culture, plus je m'y plongeais. Je suis devenue aussi rapide qu'eux, perspicace et tenace »*. Elle s'est réalisée aujourd'hui, parce qu'elle a toujours choisi de ne pas rester en arrière alors que les autres avançaient et parce qu'elle a toujours refusé de rester coincée dans sa culture alors que sa nouvelle vie lui donnait des ailes. En parallèle avec son travail, Florence entreprend des études en ligne à l'Université Laurentienne où elle a déroché, avec succès, une maitrise en travail social. *« Au lieu de sacrifier l'expertise en droit civil que j'ai acquise au Burundi, j'ai ajouté une autre corde à mon arc. Il est plus intéressant d'avancer que de reculer »*, conseille-t-elle.

D'un autre côté, Florence essayait de maintenir un équilibre entre ces exigences professionnelles et celles familiales. Elle élevait ses enfants comme mère célibataire entretenait sa maison et comblait tous les besoins financiers de la famille. *« J'ai fini par occuper tous les rôles. C'était dur à accepter dans la mentalité africaine »*, ajoute Florence. Un succès qui lui a pourtant coûté la vie de la mère célibataire qu'elle mène aujourd'hui. La contrainte de taille n'a pas freiné, pour autant, son élan professionnel. Florence a été recrutée pour assurer la supervision des services en français au ministère des Services à l'enfance et des services sociaux et communautaires. Un emploi qu'elle a conservé pendant 10 ans. *«J'étais forcée à apprendre l'anglais. De plus, j'étais butée sur la différence : j'étais noire, francophone et je parlais avec un fort accent dans un milieu majoritairement anglophone. J'ai réussi à m'intégrer dans ce milieu et j'ai bien appris les rouages de la fonction publique.»*. Munie d'une solide expérience en gestion des programmes communautaires et en gestion des programmes gouvernementaux, Florence a déposé sa candidature en septembre 2017 pour « le poste de directrice générale du CFT, avec beaucoup de confiance en soi. *« Au début, j'avoue que je me suis posée quelques questions. Mais peu importe ce que tu penses, il faut savoir ce que tu vaux beaucoup plus »*, ajoute-t-elle en riant. *« Pour réussir, la femme immigrante, indépendamment de son vécu, doit être consciente de la « résilience » qui est en elle. C'est cette résilience qui donne la force ; la force de chercher, d'observer et lutter pour s'imposer »*. Florence a été nommée en 2018 pour faire partie du premier conseil des gouverneures de l'Université de l'Ontario Français. Son parcours fait aussi partie du musée canadien de l'immigration du quai de Halifax. *« J'espère que mon histoire pourra inspirer d'autres femmes immigrantes. »* précise-t-elle.

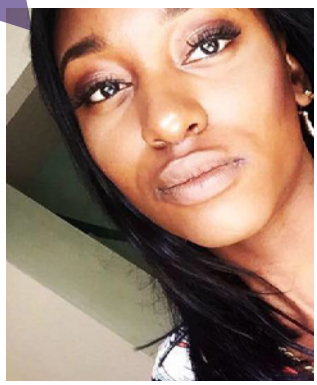
CITATION

Si tu t'efforces toujours d'être normal, tu ne sauras jamais à quel point tu es exceptionnel.

Maya Angelou

ELLE S'APPELLE GRACE

Un pour tous, tous pour un



« Un conseil : pour bien s'intégrer dans la société canadienne, il faut s'engager dans une communauté. C'est essentiel », insiste Grace. Un conseil, mais aussi une devise adoptée par la jeune franco-congolaise, depuis qu'elle a mis les pieds sur le sol canadien. Grace a quitté la France, accompagnée de ses parents et de ses quatre frères et sœurs et elle s'est installée à Ottawa. Dès le début, elle a choisi la voie des études et elle s'est inscrite au programme « de l'administration des affaires marketing », offert par La Cité Collégiale. Sociable jusqu'au bout des ongles, elle s'est vite impliquée dans la vie communautaire du collège. « *Je suis devenue représentante de la classe, puis vice-présidente des finances au sein de l'association des étudiants de la Cité. J'aime me sentir entourée du monde ; j'adore servir ma communauté et être un membre actif dans l'exécution de toutes ses activités* », nous confie-t-elle. De fil en aiguille, Grace commence un travail dans la fondation de La Cité.

Elle s'implique aussi dans l'action « Bonjour, Welcome », lancée par l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), organisme considéré comme la voix politique de la francophonie de l'Ontario. « *La mission de ce projet consiste à sensibiliser les francophones à l'importance de demander les services en français, même s'ils maitrisent la langue anglaise. De cette manière, les organismes qui n'offrent pas ces services sentiront la nécessité de s'en procurer et ceux qui les offrent, auront plus conscience de leur utilité et réfléchiront deux fois avant de décider de les suspendre. Si les francophones ne se sentent pas concernés par cette affaire, on n'est pas sorti de l'auberge* », insiste-t-elle.

Outre la promotion de la francophonie, Grace s'est également engagée dans la lutte pour l'égalité des sexes. Elle n'hésite pas à mettre la main à la pâte dans la réalisation du document de mobilisation publique du G7 (pour la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). En tant que bénévole, Grace contribue aussi à la marche des femmes du Canada « Women's March Canada ». « *Il n'y a ni de paix ni de liberté sans une réelle égalité* », affirme-t-elle. Durant ces marches, on scande les slogans criant les droits des femmes, des immigrants, des LGBTQ+, des indigènes, des travailleurs… « *On est tous une seule communauté qui lutte pour le droit d'exister* ». En reconnaissance de ses efforts dépensés au service de la communauté, Grace a reçu le Prix Bernard Grandmaître, dans la catégorie « Laurier-Jeune Leader de l'année ». Un prix décerné chaque année depuis 1999, pour une personne dont le dévouement a marqué la communauté franco-ontarienne.

Grâce à l'aide de sa communauté, Grace se sent aujourd'hui prête à voler de ses propres ailes. Le 31 mars 2018 elle ouvre sa propre boite de communication et marketing. Elle entreprend, en parallèle, des études en marketing à l'Université d'Ottawa. « *J'ai choisi Ottawa parce qu'elle est une ville bilingue où il me serait possible d'évoluer dans les deux langues. J'ai aussi opté pour le marketing, parce que je crois que c'est dans ce domaine que les chances de travail sont les plus importantes et surtout parce que je sens que le Congo a besoin moi, de mon entreprise et de mon apport* », explique-t-elle.

Grace considère son expérience d'immigration comme réussie. « *Seule note négative au tableau, Grace a été contrainte de voir ses parents, à leur âge, retourner sur les bancs de l'école afin de pouvoir obtenir une expérience scolaire et une expérience professionnelle. Chose qu'elle n'aurait jamais imaginé* », explique Grace.

CITATION

> *Chaque jour, crée ton histoire.*
>
> Michael Jackson

En dépit des difficultés vécues, les années passées au Canada étaient pour la famille de Grace un pur enrichissement. Aucun membre ne regrette l'émigration, c'est une expérience unique. « *Mon père n'est pas revenu au Congo depuis 30 ans, malgré le manque. Pour ma mère, c'est plutôt la France qui est si chère à son cœur. Elle attend la retraite pour y retourner. Ils se sont tous les deux sacrifiés pour notre bonheur et notre réussite.* », raconte Grace avec fierté. Le parcours de mes parents a été une source de motivation et d'inspiration au quotidien, aujourd'hui je veux leur rendre cela en investissant dans tout ce qu'ils font, afin de leur offrir une retraite dorée au Congo et en France. « *Ce n'est pas facile, oui ! Mais c'est pour la bonne cause* », insiste-t-elle.

ELLE S'APPELLE HERECCA

Vivre dans la dignité

« J'étais folle de joie quand, en 2009, le Canada a accepté ma demande de réfugiée. Je n'ai jamais imaginé qu'à quelques jours de mon départ, ce grand bonheur se transformerait en un profond chagrin », raconte Herecca. La Congolaise perd soudain son mari alors qu'elle s'apprêtait à concrétiser, avec lui, le rêve de plus précieux de sa vie. Depuis cinq ans, le couple attendait ce moment ; depuis qu'il a fui la guerre du Congo et qu'il s'est installé au Bénin. Le jour J, Herecca part seule. Son point de chute était Ottawa, mais elle préfère déménager à Toronto pour être plus proche d'un ami qui habitait dans cette ville. *« En réalité, je me sentais tellement perdue et abattue que je ne savais pas quoi faire. En tant que personne à mobilité réduite, je bénéficie d'une aide financière, octroyée par le gouvernement canadien. Mais il était hors de question de me contenter de cette aide. Je voulais absolument faire quelque chose de ma vie »*, nous confie-t-elle. Elle prend son courage à deux mains et décide d'entamer un programme en « gestion informatisée d'entreprise » au Collège Boréal.

Au bout de deux ans, elle décroche un diplôme, sans pour autant arriver à trouver un emploi. *« Mon anglais était une réelle entrave »*, précise-t-elle. Pour combler cette lacune, Herecca décide de suivre les cours intensifs d'ESL (l'anglais seconde langue), et ce, pendant deux ans. Devenue plus confiante, elle se met au défi de poursuivre des études universitaires en sociologie, à L'Université de Glendon. Elle a choisi certains cours qui se déroulent en français et d'autres en anglais. *« Mon objectif était de pouvoir me baigner dans les deux langues et devenir parfaitement bilingue. Mais, malheureusement, je n'ai pas pu résister à la tentation de toujours parler le français avec mes amis qui étaient tous francophones. Du coup, mon anglais ne s'est pas amélioré »*, nous confie-t-elle. Deux années encore se sont écoulées, sans que Herecca arrive à atteindre son objectif. *« C'était presque un retour à la case de départ »*, nous confie-t-elle. Herecca ne perd pas espoir. Elle remet vite les pendules à l'heure. *« Je me suis arrêtée pour mieux repartir. J'ai pris le temps de m'observer et de m'écouter avant de décider, cette fois, du chemin que je vais prendre »*, explique-t-elle. Herecca s'est rappelée l'époque où l'on fuyait en masse le Congo. Elle était heureuse à aider les réfugiés, qui partaient avec elle ; plus heureuse encore quand il s'agissait d'encadrer les enfants. *« Je me voyais bien comme une enseignante à l'école élémentaire »*, ajoute-t-elle. Sans perdre du temps, Herecca retourne aujourd'hui sur les bancs de l'école et entame, deux années d'étude en pédagogie.

« J'avoue que j'ai bien souffert durant les premières années d'études. Rien que le fait de me déplacer d'un endroit à un autre me donnait du fil à retordre », nous confie-t-elle. Marcher sur la neige lui était compliqué ; se frayer un chemin à travers la foule pressée, lui était une corvée. *« Une fois, j'ai failli tomber dans le métro. Heureusement, j'ai été rattrapée à temps. Depuis j'essaye d'éviter, le plus que possible, les heures de pointe »*, raconte-t-elle. Pour y arriver, Herecca est contrainte de se lever, tous les jours, à 4 heure du matin pour arriver à l'heure. Malgré cette résolution, la situation ne cessait de se compliquer. *« La bibliothèque de Glendon se situe hors des murs du campus. Pour me faciliter la vie, j'ai demandé à mon docteur de me prescrire un fauteuil roulant, alors que j'étais capable de marcher »*, raconte-t-elle. C'est là où elle apprend l'existence d'un moyen de transport « wheel trans » qui assure le transport « de porte-à-porte » des personnes à mobilité réduite. Si elle l'avait su plus tôt, sa peine aurait pu être évitée. *« Peu importe les regrets, l'important c'est de corriger les erreurs du passé »*, ajoute-t-elle. Elle croit avoir fait, dès son arrivée, un mauvais départ, en choisissant d'étudier uniquement en français et en se contentant d'un entourage francophone sans essayer de s'immerger dans le milieu anglophone. Aujourd'hui, Herecca tente de rattraper le temps perdu. Elle intègre, d'abord comme bénévole, ensuite comme employée, « Jane Alliance Neighbourhood Services », un organisme au service des nouveaux arrivants. Son objectif est de pouvoir rembourser sa dette en se procurant un bon emploi pour pouvoir se libérer de ses dettes ; *« Un emploi me rendra heureuse, mais je garde toujours la joie de vivre dans la dignité »*, ajoute-t-elle avec un large sourire.

CONSEIL

Ne restez pas sur l'aide sociale! N'allez pas dans les usines. Étudiez ! Ayez des certificats ! Travaillez ! C'est important.

ELLE S'APPELLE LAETITIA

Au-delà du mirage...

Le rêve de Laetitia était de voyager, pas nécessairement de quitter la France, mais d'aller à la rencontre de l'autre. Néanmoins, elle ressentait constamment le sentiment d'« injustice » en France « *un pays qui n'aime ni les femmes, ni les vieux, qui ne tolère ni la diversité ni la différence* ». Elle ne rêvait pas particulièrement d'aller aux États-Unis, mais quand l'opportunité s'est présentée, elle a sauté sur l'occasion. Elle traverse donc l'océan et atterrit au beau milieu d'une petite ville de Pennsylvanie. Et là, elle vit son plus gros choc culturel de tous les pays dans lesquels elle a pu vivre. Enseignante de français langue seconde pour les adultes, elle a déjà vécu en Angola, en Chine, dans différents pays d'Europe. Son passage aux États-Unis, bien qu'il ait été difficile au début, ne lui a, pour autant, pas refroidi l'envie de la découverte. C'est dans cet état d'esprit qu'elle voyage, en janvier 2010, et pour la première fois, à Toronto, la ville natale de son mari.

« *C'était le coup de foudre. J'ai aimé le manège des cultures qui se croisent et qui s'entrecroisent donnant naissance à une extraordinaire mosaïque. J'ai adoré le bouillonnement de cette ville, son charme unique au monde* », raconte-t-elle. Six mois plus tard, son visa PVT (programme vacances-travail) en poche, elle y revient, avec l'intention, cette fois, de s'y installer. Laetitia n'avait pas peur de ranger dans un tiroir sa maîtrise en traduction et son expérience d'enseignante pour recommencer sa vie à zéro. Par chance, elle n'a pas eu à faire table rase de ce qu'elle était. Grâce à des contacts établis, dès son arrivée au Centre francophone de Toronto (CFT), elle était appelée, très vite, à travailler comme professeur de français langue seconde à l'Alliance française de Toronto, puis au Collège Boréal. « *Malheureusement, mes contrats, à durée déterminée s'enchaînaient, sans perspective de stabilité et ce, pendant 4 ans* », explique-t-elle. En parallèle, elle travaillait à la pige en traduction pour ajouter des cordes à son expérience professionnelle canadienne. Par conséquent, accumuler suffisamment d'heures de travail pour obtenir un congé maternité à taux plein a relevé de l'exploit. En 2013, elle donne naissance à une petite fille. Après l'année de congé parental se pose la question de la stabilité financière et professionnelle. « *Heureusement, enchainer de longues heures de travail avant la naissance de ma fille a payé* », explique-t-elle. Laetitia a été, très vite, sollicitée à intégrer, en 2014, Aide Juridique Ontario, un organisme au service des individus à faible revenu. « *J'avais une situation stable. Je me sentais, enfin, en sécurité et prête à croquer la vie à pleines dents* ». Laetitia respire. Elle n'a plus peur de ne pas pouvoir joindre les deux bouts dans une ville aussi chère que Toronto. Au bout de 4 ans, elle postule à un emploi au ministère de la Formation et des Collèges et Université de l'Ontario. La chance lui sourit, elle est prise. Au cours des 9 ans passés au Canada, elle a connu des moments difficiles, mais la perche lui a été tendue par toute la communauté francophone qui a couru à son secours. « *Je ne m'attendais pas à un tel emballement. Je me suis sentie entourée d'une famille incroyablement dévouée* », ajoute-t-elle.

CONSEIL

Toujours garder l'esprit ouvert.

Aujourd'hui, Laetitia est, plus que jamais, déterminée à s'engager dans la promotion du français. « *Je suis consciente que la maîtrise de l'anglais est un élément essentiel pour vivre en Ontario ; mais je suis aussi convaincue que le français est aussi vital pour moi. C'est une question d'identité* » Laetitia baigne au quotidien dans un environnement français à la maison. Elle a aussi inscrit sa fille dans une école francophone « *pour qu'elle n'oublie pas qui elle est* », précise-t-elle. En outre, et à l'instar de son mari, Laetitia, en tant que bénévole, prête main-forte à toute communauté qui lutte pour la justice sociale : la communauté LGBT anglophone, les organismes de lutte contre la violence faite aux femmes... Son expérience au Canada lui a appris le sens de la solidarité. « *En France, on est livré à nous-même. On n'espère l'aide de personne. Ici, au contraire, il y a partout des amis ou encore des mentors qui t'orientent dans la découverte des nouveaux codes de ce pays* ». Laetitia a aussi compris qu'au Canada, le travail paie. « *J'ai renoncé à de nombreux moments de liberté en faisant la traduction à la pige pour un salaire bien en deçà de mes compétences. Je savais qu'entre temps, je me procurais une expérience canadienne. Je gardais une attitude positive et je conservais l'espoir. Aujourd'hui, je peux dire que j'ai enfin concrétisé le rêve de vivre dans un pays qui correspond à mes valeurs.* », conclut-elle.

ELLE S'APPELLE MARGUERITE

Elle qui n'a jamais baissé les bras

« Je suis née au Congo car mes parents ont immigré dans ce pays pour travailler dans la mine de cuivre du Katanga. Je suis originaire du Burundi. Jamais je n'aurais pensé que je m'installerais un jour dans un pays occidental », nous confie Marguerite. Pourtant, c'est dans la ville de Sudbury qu'elle vit depuis le 22 décembre 1991. Ayant poursuivi des études universitaires au Congo, elle a obtenu une licence en administration et gestion des institutions de santé ; elle a décroché un emploi dans le domaine de son expertise avec un organisme géré par les Américains. *« Mais on ne sait jamais ce que la vie nous réserve »*, affirme-t-elle. Son mari est allé au Canada pour venir compléter son PHD à Montréal. Quand les Canadiens ont compris qu'il retournerait dans un pays en guerre, ils ont entrepris des démarches pour le faire immigrer. C'est ainsi qu'après ses études, il a trouvé un travail à Sudbury et s'y est installé. Six mois après, elle le rejoint. Elle était d'abord terrifiée par le le froid du Nord et puis pétrifiée par l'accueil glacial qu'elle a eu. Bien que son mari ait bien préparé l'arrivée de sa famille en se procurant un travail et un appartement convenable, elle s'est sentie mal à l'aise. *« Dans ma tête, j'imaginais une vie facile. J'étais diplômée et j'ai une expérience professionnelle de cinq ans »*, ajoute-t-elle. Mais quand le diplôme n'est pas reconnu, on avale la pilule ; on rase le passé et l'on reprend le chemin de l'école. Marguerite s'est inscrite à une formation, de quatre ans, en service social à l'Université Laurentienne. Entre temps, elle donne naissance à deux autres enfants. *« Sans le soutien de mon mari, je n'aurais jamais pu aller jusqu'au bout de mes ambitions. C'était dur, mais j'y suis enfin arrivée »*, raconte-t-elle. Mais Marguerite n'est pas au bout de ses peines. Il fallait qu'elle se batte pour trouver sa place dans la société d'accueil. *« J'ai senti le besoin d'aider les femmes immigrantes francophones car j'ai vu qu'elles n'étaient représentées nulle part malgré leurs qualifications universitaires. Alors, je me suis plongée dans ce domaine corps et âme »*. Elle a commencé par rédiger une thèse relative à « l'intégration des femmes immigrantes francophones de Sudbury », dont l'objectif consiste à jeter la lumière sur les problèmes majeurs qu'affrontent ces femmes tels : le stéréotype, la langue, la discrimination… Elle a également fait du bénévolat dans quelques organismes avant de décrocher un emploi de trois mois, comme agente de promotion de la santé dans un Centre et puis un autre de sept mois, mais, jamais à plein temps *« Il fallait faire avec, en attendant mieux »* précise-t-elle. Grâce à sa persévérance et son engagement au service de la femme immigrante, Margueritte a réussi à faire partie des fondateurs de « Contact interculturel francophone de Sudbury » (CIFS), un organisme qui facilite l'établissement des nouveaux arrivants d'expression francophone dans la région du Grand Sudbury. *« Je croyais que j'aurais la direction. Mais hélas, on a préféré la confier à un homme en prétendant que le genre masculin serait plus efficace dans la gestion des organismes »*, précise-t-elle avec sarcasme. Margueritte a avalé encore une fois le morceau et elle s'est contentée d'un poste de coordinatrice d'activités. Quelques années plus tard, on lui offre la direction de l'organisme, mais Margueritte n'était pas satisfaite pour autant. *« Je me dépensais beaucoup pour le bien de la communauté, mais j'étais sous-payée »*, raconte-t-elle. Sans regret, elle retourne à la case de départ et choisit d'entreprendre, encore une fois, les études pour pouvoir enseigner. Diplôme en poche, elle entreprend une première expérience dans une école privée, qui lui a servi de tremplin pour sa nouvelle carrière d'enseignante. Deux ans plus tard, elle intègre une autre grande institution d'enseignement. *« C'était l'épreuve la plus pénible de ma vie. Les élèves faisaient exprès de corriger sans cesse les fautes de français. Je me sentais jugée, non comme une enseignante, mais comme une femme immigrante francophone noire, une étrangère qui n'a pas sa place là »*, raconte-t-elle. En parallèle, elle assurait des cours à l'Université Laurentienne (chargée des cours), pendant au moins huit ans. *« Je voulais enseigner le service social, mais je n'ai pas pu atteindre cet objectif »*, précise-t-elle. Finalement, elle décide de jeter l'éponge et de s'orienter vers les écoles. Là encore, Margueritte a souffert le martyr : *« Il m'y a fallu cinq ans de travail acharné pour enfin décrocher un travail à temps plein »*, rajoute-t-elle avec amertume. À Sudbury, Margueritte croit qu'elle a été victime de discrimination. Elle a même envisagé de quitter la ville. Mais elle ne pouvait pas traîner, derrière elle, son mari et ses enfants qui se sont bien intégrés. *« Si c'était à refaire, je choisirais, sans doute de rester chez moi, au Congo ou au Burundi, car c'est dur de se battre, chaque jour, pour ses droits »*, dit-elle. Margueritte s'est pourtant, donné une mission : aider les immigrants à se battre pour leurs droits, se battre, comme elle, elle qui n'a jamais baissé les bras, un autre combat encore difficile !

PROVERBE ARABE

Lorsque tu combattras par la patience, tu seras victorieux

Les proverbes de Meïdani, 1828

ELLE S'APPELLE MARLÈNE

Savoir écouter la voix de Dieu

« Jamais je n'ai cru que je vivrai au Canada bien que j'y passe toutes mes vacances. J'aimais Haïti et je ne pensais jamais quitter mon île », raconte Marlène. Son plan de vie a été complètement basculé le jour où son mari fut arrêté à l'aéroport d'Haïti alors qu'il s'apprêtait à aller passer ses vacances habituelles à Montréal. *« Il a été incarcéré comme prisonnier politique sans aucune preuve à l'appui. Grâce à Dieu, il a pu échapper le 31 janvier 1992 »*, raconte Marlène. Du coup, le couple, avec ses quatre enfants, se retrouve à Montréal pour un aller simple, sans date de retour. *« C'était dur. Mais je suis une femme croyante qui est très attentive aux signes de Dieu »*, ajoute-t-elle. Marlène suit alors son destin qui lui montre deux chemins : le premier conduit aux études et le second, aux engagements humanitaires. En plus de son Bac en sciences et de ses deux diplômes en action communautaire et en sociologie, elle entreprend un programme d'anthropologie, quoiqu'elle espérât étudier la psychologie. Le programme s'achève et Marlène commence des études supérieures en théologie et en sociologie. *« Mon objectif était d'analyser l'image de la femme à travers la bible »*, explique-t-elle. La femme a toujours été, et depuis sa vie en Haïti, le centre de ses intérêts ; l'autre chemin alors la mène instinctivement vers les organismes qui embrassent la cause féminine. Marlène s'engage comme bénévole, au Centre des femmes « d'ici et d'ailleurs », au nom duquel elle a participé à *« la plus belle marche de ma vie, une marche internationale, baptisée « du pain et de rose », greffée sur les idées du MOFIF pour que les années de dépendance des femmes parrainées par leur mari passe de 10 ans à 3 ans. Pendant des jours, des femmes, venues du monde entier, ont parcouru les rues de Montréal et de Québec pour dénoncer l'injustice. C'était mémorable »* ajoute-t-elle. Les années coulaient et Marlène commençait à se sentir chez elle. Sauf que parfois la vie nous réserve des surprises que l'on ne pouvait même pas imaginer. Alors qu'elle passait des vacances, en Floride, avec une amie, Marlène reçoit un appel de l'Université York de Toronto : on lui offrait une inscription pour un Bac spécialisé en psychologie, *« bien que je n'en aie jamais fait la demande »*, précise-t-elle. Marlène tombe des nues. Ces dernières années, elle se rendait souvent à Toronto, pour rendre visite à deux de ses enfants qui s'y sont installés ; elle est passée une fois à l'Université de Toronto pour s'inscrire à un cours d'anglais d'été. Et voilà que son nom sort dans un tirage au sort offert par l'Institution. *« J'étais déchirée. D'un côté, je ne voulais pas m'éloigner de mon mari et mes deux autres enfants. D'un autre côté, je ne pouvais refuser un programme dont je rêvais depuis longtemps. Cet incident me paraissant comme la concrétisation d'« une révélation divine » que j'ai vue en songe. Au fond de moi, je savais que je déménagerais et que je suivrais la volonté de Dieu »*, nous confie-t-elle. En juin 2000, Marlène abandonne sa maîtrise à l'Université de Montréal et intègre l'Université York Glendon. Parallèlement, elle s'intègre à sa nouvelle vie sociale de Toronto. Le bouillonnement de la ville l'entraîne dans son tourbillon, et Marlène embrasse le mouvement vertigineux avec prouesse. Elle excelle. Pendant 19 ans, elle intègre une myriade d'organismes, siège sur plusieurs Conseils d'administration, participe et contribue à la création des agences comme la « Piersective d'entraite humanitaire », pour promouvoir l'éducation en Haïti, préside Reflet Salvéo (l'entité de planification des services de santé en français pour la région de Toronto-Centre), devient, depuis plus d'un an, membre du conseil consultatif du ministre de la santé pour les services de santé en français, écrit trois ouvrages dont un sélectionné et présenté à Londres à la Conférence internationale des chercheurs..., pour n'en nommer que quelques-unes de ces actions. Elle s'engage également pour le respect de la loi des services en français et dépose, en 2015, sa candidature à l'investiture pour le parti libéral. Au même moment, et ce, depuis environ 15 ans, Marlène est professeure, à temps plein, en techniques de travail social, au Collège Boréal *« Je ne regrette rien. J'ai fait un bon et beau parcours et je continuerai ; mon conflit d'horaire a fait que je n'ai pas pu poursuivre les études supérieures que j'avais commencées à l'Université de Toronto en Psychologie du développement humain et éducation. Après ma retraite, je compte y revenir et accomplir un PHD »*, précise-t-elle. Marlène conseille aux femmes de toujours oser et de rester positives malgré les entraves. Au cours de sa vie, elle était victime d'un accident de voiture mortel. *« Je croyais que je deviendrais aveugle d'un œil et que je boiterai le restant de ma vie. Par miracle, je me suis entièrement rétablie. Peu importe la Marlène que je serai, je resterai toujours une femme chrétienne évangélique convaincue »*, conclut-elle.

CONSEIL

La foi, la persévérance et savoir oser .

ELLE S'APPELLE SIDONIE

Une voix qui chante l'espoir sur un ton très positif

C'est au Sénat canadien que Sidonie voit sa place conformément à ses compétences et sa bonne connaissance du processus législatif et de la Constitution du Canada. Spécialiste en relations internationales, elle a postulé au Sénat canadien sans succès et son nom est actuellement dans le bassin. Selon la loi, « La personne doit posséder dans la province pour laquelle elle est nommée des biens immobiliers ... et posséder des propriétés mobilières et immobilières... ». « *Cela est bien normal car le Canada est un pays démocratique ayant une considération sans faille de la loi. Sur ce, je ne parlerais point d'échec mais, d'un bel apprentissage. Je profite de l'occasion pour remercier les Canadiens qui ont écrit des lettres de recommandations pour appuyer ma candidature: Monsieur Ronald Leduc, Monsieur Soumaila B. Coulibaly et Monsieur Francis Makunga Ngiulu.* »

Responsable d'une Fondation, « *J'ai une parfaite connaissance des nouveaux arrivants. Je les aide à s'intégrer ; je donne, surtout aux femmes, des conseils pratiques, de tous les jours, concernant par exemple, la préparation de la boîte à lunch pour les enfants en tenant compte de tant d'allergies à l'école ; la meilleure façon de s'habiller en hiver et de se maintenir au chaud. Je partage avec elles des petites astuces de survies qui me rendent si importante dans leur vie. Je me sens utile, fière et heureuse* », s'enthousiasme-t-elle à raconter. Le contact avec ces immigrants ravive, en elle, ses anciennes ambitions politiques. Malgré l'échec de ses tentatives à intégrer le Sénat, elle croit toujours en son rôle de leader au sein de la communauté immigrante. Elle va sans cesse à la rencontre des gens au Centre communautaire de Vanier ou ailleurs. Elle leur parle et les encourage à dépasser les épreuves difficiles de l'immigration. « *C'est une réalité. On opprime les compétences avec cette histoire de la non-reconnaissance des diplômes ; on gâche le rêve avec un marché de travail inaccessible. Pour savoir où on peut trouver de l'emploi, il faut consacrer du temps pour visiter tout l'Ontario. C'est vraiment décevant et frustrant* », explique Sidonie. Seulement, il y a toujours de l'espoir tant que les membres de la communauté s'unissent et s'entraident. Sidonie a créé une structure baptisée « La Fondation Maman Salabanzi » (FMS) pour servir ceux qui sont dans le besoin ; elle leur procure des vêtements et de la nourriture.

Parallèlement, Sidonie offre des cours de français (langue seconde) pour les futurs professeurs et enseigne, également, plusieurs matières scolaires pour les élèves en difficultés. « *Je crois sincèrement que le Canada est un pays parfait pour l'épanouissement des enfants. Nos jeunes sont l'espoir de ce pays, ils peuvent apporter de réels changements pour le bien des citoyens. Il faut bien les éduquer en leur apprenant des grands principes tels que la solidarité, le respect, l'entraide, la dignité et l'égalité* » affirme-t-elle. Sidonie est aujourd'hui heureuse et fière d'elle et de ses quatre enfants, elle est membre du Conseil d'administration de L'ACFO Ottawa et elle est également auteure de deux essais : les drames du silence et le viol - une tragédie planétaire. Après 15 ans de vie au Canada, elle sent qu'elle a trouvé sa place qui n'est peut-être pas au Sénat, mais au cœur de tous ceux qu'elle rencontre. Ottawa est une très belle ville attrayante où résident des gens courtois.

CITATION PERSONNELLE

> *Femme, soit beaucoup plus courageuse, renseigne-toi quand tu ne comprends pas. Parle et ne reste pas dans ton coin.*

ELLE S'APPELLE SONIA

Une tête « pleine », sur des épaules « solides »

Elle est noire, son mari est blanc et ses enfants sont métisses. « *Ma vie est un mélange de couleurs et de langues, une fusion d'âmes et de cultures* », explique Sonia. Dans son cœur, elle conserve jalousement l'union magique de deux identités : canadienne et rwandaise.

À 15 ans, Sonia quitte le Rwanda avec sa famille, où elle est née de parents Rwandais, en septembre 1992 et s'installe dans la ville de Québec. Quelques années plus tard, la famille décide de déménager à London, au sud-ouest de l'Ontario. *« J'ai affronté une dure réalité qui m'était très désagréable : mon diplôme de fin d'étude secondaire québécois ne me permet pas d'avoir accès aux universités ontarienne. J'étais alors contrainte de refaire une année supplémentaire dans une école secondaire de London pour pouvoir obtenir le diplôme d'études secondaires de l'Ontario nécessaire à l'inscription dans une université ontarienne.* », raconte-t-elle.

Après cette pénible corvée, Sonia s'inscrit à l'Université Laurentienne à Sudbury et achève avec succès un programme intense de baccalauréat en droit et en sociologie, en français. « *J'étais plus à l'aise en français qu'en anglais. Ce qui explique ce choix* » ajoute-t-elle. Déterminée à aller jusqu'au bout de ses ambitions, elle déménage à Québec et poursuit un master en études Internationales, à l'Université de Laval. *« C'était magique. Grâce à mes études, j'ai effectué les stages les plus significatifs de ma vie* », nous confie-t-elle. Elle est d'abord allée au Mexique où elle a pris soin des enfants de la rue ; ensuite, elle est partie au Rwanda pour un stage, de trois mois, au « Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (UNHCR) ». « *Ma mission consistait à accueillir les réfugiés et à enregistrer ceux qui demandent l'asile. J'aidais également à l'interprétation et à la traduction des documents, en swahili, en français et en anglais* », explique-t-elle. Enfin, elle choisit le Sénégal pour un dernier stage de 6 mois, à « Aprofes », une association basée à Kaolack et qui œuvre pour la promotion de la femme sénégalaise. «*J'ai contribué à donner le pouvoir aux femmes de changer leur destin, de lutter contre la pauvreté et de se rendre compte de leur importance.*», ajoute-t-elle.

Dès son retour du Sénégal Sonia confronte un dur épisode de chômage. Depuis ses études à Sudbury, elle avait l'ambition de devenir une avocate. Cependant, ses stages l'ont amenée à prendre conscience qu'elle voulait faire quelque chose de différent, être dans la communauté et sentir qu'elle apporte un changement dans la vie des gens. « *J'avoue que cette période de questionnement a été très difficile. J'ai eu l'impression de perdre mon temps à faire des études qui n'allaient peut-être pas me servir. Mais je me suis forcée à regarder le côté positif en me disant que ces études m'avaient permis de faire des stages inspirants tant sur le plan professionnel que personnel et que cela allait me servir dans n'importe quel chemin professionnel vers lequel j'allais me diriger.*». Heureusement, les étoiles se sont alignées en sa faveur et elle a décroché un emploi au réseau franco-santé du Sud de l'Ontario, un organisme qui aide à accroître l'offre de service de santé en français. Peu de temps après, elle intègre l'Association canadienne française de l'Ontario à London (ACFO) où elle est restée prés de 10 ans avant la fermeture définitive de cet organisme en 2017. « *C'était très dur de trouver sa place dans le milieu du travail ; mais une fois de dedans, il est plus facile d'évoluer et de tisser des contacts* », témoigne-t-elle. Ce qu'elle regrette aujourd'hui, c'est d'avoir passé du temps à planifier sa vie sans pour autant la croquer à pleines dents.

Désormais, les périodes sombres sont bien loin derrière elle. Depuis la fermeture de l'ACFO, Sonia a trouvé un poste au London InterCommunity Health Centre (LIHC), où elle occupe le poste de promotrice de la santé auprès des francophones et des personnes âgées francophones en particulier. Pour ce faire, elle travaille en étroite collaboration avec les autres organismes francophones de la ville, dont notamment le CCRL (Centre communautaire régional de London) et le Carrefour des femmes. « *Ce centre a une grande importance pour moi. Son programme Women of the World (les femmes du monde) est le refuge idéal pour toute femme immigrante : il lui donne l'occasion de briser son isolement ; il lui procure les outils nécessaires pour qu'elle s'intègre efficacement et pour qu'elle se réalise pleinement. Je n'hésiterais pas une seconde à recommander ce programme aux femmes qui choisissent de s'installer dans notre ville* », fait-elle remarquer. Sonia se considère aujourd'hui comme une femme épanouie. Elle porte en elle la richesse des cultures, l'amour des êtres et du savoir.

CITATION

> *Ne pleurait pas d'avoir perdu le soleil, les larmes vous empêcheront de voir les étoiles*
>
> Tagore (philosophe indien)

ELLE S'APPELLE SYLVIE

Réussir ce que l'on croit impossible

« Gardez toujours la tête haute et croyez en vous ! ». Sylvie ne pouvait pas offrir de meilleurs conseils pour les femmes immigrantes ; elle qui a bu le calice jusqu'à la lie sans jamais baisser les bras ; elle qui ne s'était jamais résignée à retourner au Cameroun, son pays natal, malgré la menace pressante de la déportation. *« Je ne suis pas une mauvaise personne ; je n'ai rien fait de mal. Je ne voulais qu'un meilleur avenir pour ma fille »*, raconte-t-elle. Son calvaire a commencé le jour où, elle décide de suivre son mari, à Montréal. Ce dernier a déjà déposé sa demande d'immigration au Canada comme travailleur qualifié et devait naturellement la parrainer. À sa grande surprise, son conjoint refuse de l'inclure dans sa procédure administrative. Scandalisée, Sylvie dépasse les frontières avec sa fille, encore bébé, et dépose une demande d'asile. *« J'ai choisi Toronto pour ne pas être dans la même province que mon mari »*, nous confie-t-elle. Cependant, en apprenant son arrivée en Ontario, ce dernier demande le divorce. Du coup, Sylvie ne pouvait plus profiter ni de son statut de femme mariée ni de la présence d'un mari sur le sol canadien. Sa situation devient ambiguë et suspecte. La demande d'asile est refusée ; Sylvie fait appel ; on la lui refuse encore.

« J'errais dans les rues, complètement désespérée, quand un inconnu s'est approché de moi. Il m'a conseillé d'appeler à la ligne Fem'aide, -une ligne téléphonique aux services des femmes francophone en détresse-», raconte-t-elle. Grâce à ce contact, Sylvie trouve refuge à Oasis Centre des femmes, un centre de femmes francophones. L'organisme l'a référée à un avocat susceptible de l'aider. Pendant six mois, sa demande d'asile fut, trois fois, refusée. Il n'y a plus d'espoir. Elle dépose alors une demande d'aide humanitaire afin d'obtenir une carte de résidence permanente. La requête a été rejetée. Sylvie reçoit sa première lettre de déportation. *« À cette époque, je survivais et je payais les honoraires des avocats grâce à des emplois précaires que je réussis quand même à décrocher. Je ne pouvais pas avoir accès à l'aide sociale parce qu'il fallait que je prouve au gouvernement que je suis capable de m'entretenir toute seule »*, nous confie-t-elle. Pour pouvoir rester au Canada, Sylvie engage d'autres avocats encore plus chers. La situation financière dégringole. La mère et sa fille de 3 ans étaient contraintes de fréquenter les banques alimentaires. Entre temps, les demandes à l'immigration s'enchaînaient, suivies d'un refus systématique. Sylvie réussit, quand même, à garder en instance la déportation, à condition qu'elle se présente tous les mois au service de l'immigration, pour donner une preuve tangible de sa présence et de son statut. *« Chaque mois, et à cause de cette journée d'absence, je prenais le risque de perdre mon travail. J'étais prise entre le marteau et l'enclume »*, nous confie-t-elle. Sylvie travaillait dur dans l'espérance de décrocher un travail à plein temps, qui pourrait lui garantir la résidence permanente. *« Mais je me suis rendu compte que tous mes efforts étaient vains. Sans statut, je n'ai aucune chance »*, explique-t-elle. Pour briser ce cercle vicieux, Sylvie décide alors de créer, par elle-même, et pour elle-même, un emploi permanent. *« Oui ! c'était possible. J'étais sans papier. Mais j'avais la foi et la volonté de m'en sortir »*, précise-t-elle. Après avoir suivi un programme d'entrepreneuriat offert par Oasis, Sylvie profite de son certificat d'interprète, pour lancer son entreprise. *« Après une discussion avec Revenu Canada, contre toute attente, ma demande était acceptée »*, précise-t-elle.

CITATION

> *Il ne faut pas limiter ses capacités, il faut aller au-delà.*

Cependant Sylvie était toujours sous la menace de la déportation. N'ayant plus de travail, la situation est devenue de plus en plus critique. *« Je priais jour et nuit. Ma foi m'aidait à garder la tête froide, même si chaque jour m'approchait de la date de départ »*, raconte-t-elle. Encouragée par l'entreprise qu'elle venait de créer, Sylvie décide de brûler sa dernière cartouche en déposant une nouvelle demande humanitaire, alors que son nom figurait parmi les gens à déporter. *« Mon avocat m'avait clairement dit que j'avais 1% de chance pour gagner. Je lui ai répondu alors que mon cas n'était donc pas désespéré puisqu'il me reste encore une chance sur cent »*, ajoute-t-elle. Après 5 ans de bataille acharnée, Sylvie reçoit enfin sa résidence permanente. Aujourd'hui, elle travaille toujours comme interprète et suit un baccalauréat en ligne, en travail social, à l'Université Laurentienne. Si c'était à refaire, Sylvie ne changerait rien à son parcours. *« Cette expérience m'a appris que rien n'est impossible tant qu'on a la force d'y croire »*, conclut-elle.

ELLE S'APPELLE YVETTE HÉLÈNE

Nous possédons tous la clé de l'espérance

« *Je ne regrette rien. Les rencontres que j'ai pu faire, les opportunités que j'ai eues dans ma vie, m'ont amenée là où je suis aujourd'hui* », raconte Yvette Hélène, la voix vibrante de bonheur. Elle se considère, bénie d'être ce qu'elle a toujours voulu être et de faire ce qu'elle a toujours voulu faire. Son secret ? « *Il faut sortir de sa bulle pour découvrir la richesse qui se trouve autour de nous, il faut surtout Oser !* », conseille-t-elle. Du Congo à la France - de la France au Canada, dans ses bagages se trouvaient trois « cartes gagnantes » : d'abord, la carte de résidente permanente ; ensuite, la maîtrise des deux langues française et anglaise, qui lui a permis de nager, comme un poisson dans l'eau, aussi bien dans les secteurs francophones qu'anglophones ; et enfin, sa passion pour la justice sociale et les droits de la femme et de la jeune fille qui l'a amenée très vite à se démarquer et de collaborer avec différents individu, organismes communautaires et institutions gouvernementales. « *J'ai écouté mon cœur et j'ai suivi mon instinct*.». Son dévouement inconditionnel à sa cause et sa grande implication dans la défense des femmes et des jeunes filles, en particulier, ont suscité beaucoup d'admiration autour d'elle. Passionnée et engagée, elle n'a pas hésité à rencontrer les élus de sa ville d'accueil, Ottawa. Sociable, jusqu'au bout des ongles, Yvette Hélène n'aurait d'ailleurs pas pu vivre en solitaire. « *Ce n'est pas simple de quitter ses repères, quitter sa famille pour immigrer dans un autre pays, j'ai eu des jours de nostalgie, à mon arrivée au Canada,* » nous confie-t-elle. Heureusement que cela n'a pas duré longtemps. Très vite elle a su décrocher un travail dès ses premières tentatives de recherche d'emploi, à l'hôpital Montfort à Ottawa. Elle n'avait, à son actif, qu'un diplôme de communication et de relations publiques, et à l'époque, aucune référence, ni expérience canadienne. Certes, Yvette Hélène avait en main des « cartes gagnantes » qui lui ont certainement servi, mais, pour elle, ces cartes, seules, ne lui ont pas suffi pour aller au bout de ses ambitions. « *Pour bien gagner, il faut aussi savoir bien jouer ; sans ma volonté et mon audace, je n'aurais jamais pu aller loin* », explique-t-elle.

Cependant, prendre son courage à deux mains et aller vers l'aventure pourrait aussi ne pas aboutir, si l'on ne prenait pas le temps à réfléchir à ce que l'on est et à ce que l'on veut devenir.

Il est vrai que la richesse est, certes « *en dehors de sa bulle* », comme l'a dit Yvette Hélène; mais il est aussi vrai que la richesse est en tout immigrant. Elle est comme une semence que l'on transporte, à travers les océans ; que l'on sème dans ces terres étrangères ; que l'on regarde germer et fleurir et que l'on partage ses fruits avec tous ceux qui veulent en prendre. Yvette Hélène en est un bon exemple.

CITATION

« Servir l'humanité constitue l'œuvre la plus noble d'une vie.

Mialy Rajoelina

À PROPOS DU MOFIF

D'inspiration féministe, à la croisée des chemins entre le monde académique et le secteur communautaire, le MOFIF est un organisme unique en Ontario. Le MOFIF a pour mission de travailler à la mise en place des conditions favorables pour améliorer la situation des filles et des femmes immigrantes francophones et favoriser leur intégration ainsi que leur participation active dans toutes les sphères de la société. Pour mener à bien cette mission, le MOFIF :

- Sensibilise les organismes et intervenantes aux besoins des filles et des femmes immigrantes francophones,
- Prépare des recherches et donne des avis sur les services qui peuvent répondre aux besoins des filles et femmes immigrantes
- Développe des outils pour les intervenantes et les organismes du milieu,
- Crée et livre des formations pertinentes et adaptées,
- Mobilise et formes les filles et femmes immigrantes francophones dans le cadre d'ateliers d'éducation populaire qui misent sur le développement de capacités transférables dans la vie quotidienne et citoyenne,
- Oriente les femmes aux services en place.

Vous voulez témoigner et partager votre parcours ?
Ecrivez-nous à contact@mofif.ca.

Ce recueil continuera de s'enrichir en ligne !

Fem'aide
1 877 336-2433

Ligne de soutien pour femmes touchées par la violence

www.femaide.ca
ats 1 866 860-7082

MOFIF
ensemble pour un avenir meilleur

MOFIF.CA
contact@mofif.ca

@MouvementFemmes

@mofif

Financé par:

Patrimoine canadien
Canadian Heritage